



CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION

DOCUMENTS OFFICIELS

Mardi 21 juillet 1970

à 15 h 15

PALAIS DES NATIONS, GENÈVE

SOMMAIRE

Page

Point 7 de l'ordre du jour :

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement

a) Programme des Nations Unies pour le développement

b) Fonds d'équipement des Nations Unies

c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général (suite) 167

Président : M. MARAMIS (Indonésie)

POINT 7 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapports du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement (E/4782, E/4884)

a) Programme des Nations Unies pour le développement

b) Fonds d'équipement des Nations Unies

c) Activités de coopération technique entreprises par le Secrétaire général (suite)

1. M. POJARSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que la délégation soviétique, qui a souvent critiqué l'utilisation inefficace des ressources du PNUD ainsi que la dispersion et le manque de coordination de ses programmes, a examiné avec un grand intérêt le rapport de sir Robert Jackson : *Etude de la capacité du système des Nations Unies pour le développement*¹. L'Etude attire très justement l'attention sur un certain nombre de failles du système d'assistance au développement des Nations Unies, et notamment sur le manque de liens entre les projets d'assistance technique et les plans nationaux de développement, la lourdeur des mécanismes d'assistance et le niveau inutilement élevé des dépenses. Le très grand nombre d'organisations, d'institutions et de fonds qui interviennent dans la fourniture et le financement de l'assistance au développement amène le double emploi et une bureaucratie excessive, aux dépens de l'efficacité. Il est donc temps que les institutions spécialisées cessent d'assumer des fonctions dont elles n'ont pas été chargées par leur mandat et qu'elles se concentrent à nouveau sur la fourniture de services consultatifs aux gouvernements.

2. L'Etude sur la capacité contient des propositions constructives pour la planification à long terme de l'assistance au développement, la mise en place d'un cycle d'opérations et la réorganisation du mécanisme d'assistance des Nations Unies, y compris du Bureau consultatif interorganisations, qui semble avoir usurpé de nombreuses

fonctions incombant aux organes directeurs. La délégation de l'URSS n'approuve cependant pas toutes les recommandations contenues dans l'Etude sur la capacité, comme elle l'a déjà dit au Conseil d'administration du PNUD. Elle ne peut appuyer la recommandation tendant à élargir le mandat du Directeur aux dépens du Conseil d'administration, et elle estime que les pouvoirs proposés pour les représentants résidents sont excessifs et risquent d'aboutir à des violations de la souveraineté nationale. Elle est également opposée à la proposition tendant à ce que la BIRD et d'autres organismes financiers des Nations Unies jouent un rôle accru dans l'assistance au développement. La BIRD n'est pas un organisme universel, étant donné que les représentants des pays capitalistes y occupent une place prépondérante et que le système de vote pondéré donne aux pays contributeurs les plus importants, et en particulier aux Etats-Unis d'Amérique, un rôle déterminant en ce qui concerne la définition de sa politique.

3. La délégation de l'URSS a déjà souligné lors de la session du Conseil d'administration du PNUD que la période de transition entre le système actuel et le système de programmation nationale ne devrait pas être l'occasion d'une tentative d'ingérence dans les affaires intérieures des pays recevant une assistance. L'URSS est en faveur du principe de la programmation nationale, mais elle est fermement convaincue qu'en matière de planification de l'assistance aux pays le rôle principal doit revenir non pas aux représentants résidents mais aux gouvernements bénéficiaires, qui sont seuls compétents pour décider quels projets du PNUD peuvent le mieux favoriser leurs plans de développement national.

4. La délégation de l'URSS considère le consensus auquel est parvenu le Conseil d'administration, et qui figure à l'annexe du projet de résolution qu'il est recommandé au Conseil d'adopter (voir E/4884, par. 94), comme une mesure de compromis qui n'est pas pleinement satisfaisante pour tous les membres du Conseil d'administration. Il contient de nombreux éléments positifs, tels que la définition du rôle du Conseil d'administration, la reconnaissance des droits souverains des gouvernements bénéficiaires en ce qui concerne la programmation de l'assistance technique et les recommandations en vue de rationaliser et de rendre plus efficace la structure opérationnelle. Toutefois, il n'aborde ni la question de l'expansion injustifiée du personnel du PNUD ni le problème posé par la nécessité de réorganiser le Bureau consultatif interorganisations. La délégation de l'URSS tient à réitérer les réserves qu'elle a exprimées lors de la dixième session du Conseil d'administration en ce qui concerne le paragraphe 26 du consensus. L'URSS a pu approuver les dispositions des paragraphes 18 et 20, étant entendu qu'elles n'avaient trait qu'à une mesure provisoire. La mention, contenue au paragraphe 30, de l'entière responsabilité du Directeur en ce qui concerne la

¹ Publication des Nations Unies, numéro de vente : F.70.I.10.

bonne utilisation des fonds du PNUD aurait dû être complétée par une allusion aux directives générales données à cet égard par le Conseil d'administration, d'autant plus que la responsabilité générale du Conseil d'administration est reconnue au paragraphe 35. La délégation de l'URSS estime que les changements envisagés au siège du PNUD (paragraphe 57 et 58) ainsi que dans le statut et les fonctions des représentants résidents (paragraphe 62 et 63) ne devraient pas se traduire par une bureaucratie excessive et des augmentations injustifiées des effectifs du personnel et des dépenses d'administration. Dans l'ensemble, le consensus pourrait être considéré comme un avant-projet du futur statut du PNUD, sur lequel il sera nécessaire de revenir afin d'éliminer certaines insuffisances.

5. Bien qu'un nombre de plus en plus grand de délégations préconisent la mise en oeuvre de projets pilotes dans le domaine industriel, le PNUD continue à allouer des sommes insuffisantes à ces projets. Sur les 61 projets recommandés par le Directeur à l'approbation du Conseil d'administration à sa dixième session, deux projets seulement intéressent directement le développement industriel. Il faut espérer qu'à l'avenir on s'efforcera de répartir les ressources du PNUD de façon plus équilibrée.

6. L'autre défaut du PNUD, c'est qu'il n'est pas encore universel. Il est tout à fait anormal que la République démocratique allemande, Etat européen hautement développé, n'ait pas encore été admise à en faire partie, et l'URSS appuie fortement la participation de cet Etat sur un pied d'égalité avec les autres membres. La délégation de l'URSS tient aussi à réaffirmer qu'elle est opposée à ce que l'on utilise les ressources du PNUD afin d'assister les pays qui se livrent à des actes d'agression contre des peuples épris de liberté.

7. Les activités du programme ordinaire d'assistance technique de l'ONU font, à bien des égards, double emploi avec les travaux du PNUD et, de plus, ne sont pas suffisamment efficaces, en raison du peu de ressources dont il dispose. Ce programme devrait donc fusionner avec le PNUD, ce qui permettrait de réduire les dépenses d'administration et d'utiliser de façon plus rationnelle les ressources disponibles. La délégation de l'URSS s'est toujours opposée à l'augmentation excessive des dépenses d'administration, et en particulier à la tendance à construire des sièges luxueux pour les organisations. Toute décision concernant l'utilisation de fonds du PNUD pour la construction de nouveaux locaux à usage de bureaux à New York est prématurée puisque la question du lieu où doit être situé le siège du PNUD n'a pas été réglée.

8. M. ROUAMBA (Haute-Volta) dit qu'il n'est pas douteux que le PNUD pourrait fournir, et les pays bénéficiaires absorber, une assistance plus importante. En ce qui concerne la Haute-Volta, le point de saturation est loin d'être atteint. La délégation voltaïque espère par conséquent que les ressources dont dispose le PNUD continueront à augmenter et que des réformes seront appliquées afin d'accroître l'efficacité de celui-ci. Toutefois, il faut également espérer que les changements proposés n'amèneront pas une diversification excessive des activités du PNUD, en rendant le contrôle impossible. Le consensus auquel est

parvenu le Conseil d'administration ne doit pas être interprété de façon restrictive; d'un autre côté, les réserves contenues dans les paragraphes 95 à 106 du consensus ne doivent pas lui enlever sa véritable signification. S'agissant de la question du calcul des contributions au titre des dépenses locales (paragraphe 32 du consensus), la délégation voltaïque ne comprend pas pourquoi les recommandations ne seront faites qu'à la onzième session du Conseil d'administration, alors qu'il s'agit d'un problème urgent pour de nombreux pays. Le problème du recrutement des experts est également important, étant donné que la lenteur du cycle de l'assistance signifie souvent que le projet approuvé doit, en fait, être réévalué lorsque arrive le moment de le mettre en oeuvre. Le représentant de la Haute-Volta souhaiterait savoir à quel moment les propositions mentionnées au paragraphe 45 du consensus seront faites par le Directeur.

9. Les recommandations concernant la décentralisation ainsi que la redéfinition des fonctions des représentants résidents en tant que directeurs résidents (paragraphe 62 du consensus) constituent un motif de satisfaction, mais il paraît douteux que ces réformes puissent entrer en vigueur le 1er janvier 1971. Les gouvernements devront être tout à fait au courant des nouvelles procédures avant qu'elles puissent prendre effet. L'accent devrait être mis sur l'importance des ressources naturelles et des transports, qui sont des éléments essentiels dans les efforts de développement de nombreux pays en voie de développement. Il importe également de coordonner rationnellement les relations du PNUD et des autres institutions ainsi que de rechercher les domaines pouvant faire l'objet d'entreprises communes avec les institutions financières, si l'on veut que l'assistance au développement fournie par l'ensemble du système des Nations Unies soit véritablement efficace.

10. M. ASANTE (Ghana) rend hommage aux travaux du PNUD et du programme ordinaire d'assistance technique des Nations Unies, qui tous deux ont joué un rôle important dans le développement économique de son pays. Il n'est pas douteux que les pays en voie de développement sont capables d'absorber un montant accru d'assistance du système des Nations Unies : en fait, le Ghana, pour sa part, pourrait très bien utiliser la totalité des ressources dont dispose le PNUD pour 1970. Le présent système semble dépassé et ses lacunes doivent être reconnues, mais il faut éviter de le remplacer par un nouveau système contrôlé par un mécanisme fondé sur de fausses hypothèses.

11. La délégation ghanéenne pense que la programmation nationale ne peut pas toujours à elle seule fournir la base d'une planification efficace du développement; dans certaines zones, des projets régionaux sont nécessaires. A cet égard, la recommandation tendant à ce que 18 p. 100 au plus des fonds du PNUD soient réservés aux projets multinationaux semble à la fois conservatrice et rigide, et une attitude plus souple devrait être adoptée. En raison de leur aspect humanitaire, il est plus facile d'obtenir une assistance bilatérale pour des services sociaux que pour des projets industriels. Les pays ont déjà reçu une aide importante de ce genre, et cela a donné naissance à de nouveaux problèmes tels que le surpeuplement des villes et la migration vers les zones urbaines; une assistance interna-

tionale est donc nécessaire pour remédier à ces problèmes. Toutefois, les services sociaux ne constituent pas en soi un facteur de développement économique, et celui-ci exige que des mesures soient prises sur le plan industriel, en particulier à l'échelle régionale.

12. En ce qui concerne la question de la décentralisation, la délégation ghanéenne approuve l'observation faite au Conseil d'administration par le représentant de la Tanzanie (voir E/4884, par. 106) selon laquelle une réorganisation éventuelle du PNUD qui interviendrait à la suite des recommandations de l'Etude sur la capacité ne devrait en aucun cas empêcher la décentralisation du PNUD de s'accomplir dans un délai de trois ans. Le rôle des commissions économiques régionales devrait être renforcé — en particulier celui de la CEA — et le rôle des représentants résidents ou directeurs résidents défini avec soin. Enfin, il convient de noter que les travaux du Conseil d'administration sont encore inachevés. Le Conseil économique et social devrait donc prendre note du consensus et le renvoyer à l'Assemblée générale, tout en recommandant que les organisations chargées de l'exécution revisent leurs structures compte tenu de ce consensus. Le Conseil ne doit pas être indûment découragé, s'il n'est pas en mesure de prendre de décision ferme au cours de la présente session, les solutions aux problèmes qui se posent pouvant apparaître plus clairement à mesure que progresseront les travaux.

13. M. MOJSOV (Yougoslavie) dit que la délégation yougoslave se félicite du rapport du Conseil d'administration, et notamment du programme recommandé par le Directeur; elle se réjouit de constater qu'une tendance se dessine en faveur des projets industriels, ce qui facilitera la tâche de l'ONUDI. La délégation yougoslave se félicite également des projets consacrés à la science et à la recherche scientifique. L'augmentation du nombre de projets approuvés est une preuve des efforts considérables que déploient les pays en voie de développement pour accroître leur capacité d'absorber toutes les formes d'assistance.

14. La délégation yougoslave se félicite tout particulièrement de l'attention qui a été portée à l'assistance touchant la catastrophe naturelle survenue au Pérou. Elle considère qu'il est essentiel de porter secours à ce pays, comme l'a d'ailleurs reconnu le Conseil économique et social dans la résolution 1518 (XLV), qu'il a adoptée le 10 juillet 1970. A la suite de la catastrophe, la délégation yougoslave, en coopération avec d'autres délégations, a présenté au Comité de coordination, qui l'a adopté, un projet de résolution (E/AC.24/L.374) recommandant aux Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de créer un fonds d'urgence pour les catastrophes.

15. M. Mojsov souligne la nécessité d'accroître les ressources du PNUD pour faire face aux besoins croissants des pays en voie de développement. Lorsque l'on fait l'évaluation des sommes provenant des contributions volontaires, il ne faut pas perdre de vue que le coût des services et du matériel a également augmenté. La Yougoslavie a accru ses contributions d'année en année et continuera de le faire dans la mesure de ses possibilités. Elle espère que d'autres pays agiront de même.

16. La délégation yougoslave exprime son approbation au sujet des efforts déployés par le Directeur du PNUD touchant le Fonds d'équipement des Nations Unies (voir E/4884, chap. VII), qui a à son actif des réalisations intéressantes. Ses opérations — qui, tout en restant à petite échelle, ont été d'une importance indéniable — ont montré la nécessité de lui assurer des ressources accrues pour lui permettre de répondre aux espoirs toujours plus grands que l'on place en son action. Il est encourageant de noter que la Nederlandse Organisatie voor Buitenlandse Betrekkingen (Organisation néerlandaise pour les relations internationales), organisme non gouvernemental des Pays-Bas, a versé au Fonds une contribution de 50 000 dollars. M. Mojsov espère que cet exemple incitera d'autres pays développés à apporter leur contribution.

17. En ce qui concerne la manière dont le Conseil d'administration du PNUD a réagi devant l'Etude sur la capacité, la délégation yougoslave est très satisfaite de la documentation soumise par le Directeur ainsi que de l'échange de vues constructif qui a eu lieu. Il ne peut pas y avoir de solutions définitives en matière d'organisation, car le PNUD est un organe dynamique en perpétuelle évolution. La délégation yougoslave, en conséquence, appuie les conclusions du Conseil d'administration. M. Mojsov se réserve le droit de faire d'autres commentaires lorsque le Conseil économique et social formulera ses propres conclusions.

18. M. SANTA CRUZ (Observateur du Chili), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit que l'assistance technique pour le développement est une victoire historique de notre temps, et que la façon dont progressent les programmes des Nations Unies, et en particulier les travaux du PNUD, peut être un sujet de fierté.

19. Récapitulant les raisons qui ont conduit le Conseil d'administration à décider d'entreprendre une étude de sa capacité, M. Santa Cruz dit que son pays est persuadé que les décisions du Conseil d'administration se traduiront par une amélioration de la capacité du PNUD et de l'ensemble du système des Nations Unies. Le Conseil d'administration a fait des efforts louables pour prendre en considération les diverses opinions exprimées. Il y a eu évidemment des divergences de vues, mais leur existence même prouve l'importance que l'on attache au PNUD.

20. Certains articles de journaux ont reproché au Conseil d'administration de n'avoir pas accepté l'Etude sur la capacité dans son intégralité. Le Conseil d'administration a considéré que cette étude représentait un point de vue qui faisait autorité, certes, mais qui restait néanmoins personnel, et il a voulu tenir compte également des propositions faites par le Directeur et les responsables des divers organismes du système des Nations Unies. Le Conseil d'administration a, en fait, accepté la plupart des recommandations fondamentales contenues dans l'Etude sur la capacité, mais en même temps il s'en est tenu à l'idée que le PNUD, tout en devant être administré avec efficacité, ne pouvait pas être traité comme une entreprise commerciale. Le PNUD est tenu d'observer certains principes, tels que la non-ingérence dans les affaires intérieures des pays, le respect de la souveraineté

nationale et celui des différents régimes économiques et sociaux et des particularités dans différents pays et peuples.

21. M. Santa Cruz pense comme le représentant du Ghana que le consensus est un excellent document et qu'il devrait conduire à une programmation plus efficace et plus expéditive et permettre de rendre de meilleurs services aux pays en voie de développement, tout en respectant les pays contributeurs. Les recommandations formulées dans l'Etude sur la capacité ne tiennent pas toujours compte des principes qui doivent régir le développement, alors que, pour sa part, le Conseil d'administration a établi un schéma d'action qui respecte les pouvoirs des diverses administrations intéressées. La délégation chilienne partage également le point de vue exposé par le représentant de la France (1712e séance) selon lequel les bureaux régionaux devraient être organisés de façon à ne pas compromettre l'unité du PNUD et de ses opérations. Elle comprend très bien les motifs qui inspirent les réserves exprimées par le représentant de la Haute-Volta.

22. La délégation chilienne partage le point de vue de la délégation des Etats-Unis (1712e séance) selon lequel les représentants résidents devraient être choisis en fonction de leur expérience du développement économique et social. Ils devraient aussi être pleinement dévoués aux programmes d'assistance technique du PNUD, avoir une excellente connaissance du système des Nations Unies, le désir de comprendre les problèmes et les particularités des peuples des pays en voie de développement, le respect de la souveraineté des pays, et être pénétrés du sens de leur mission. Ils ne devraient pas chercher à imposer un point de vue extérieur ou adopter une attitude paternaliste ou colonialiste. D'après ce qu'a pu constater M. Santa Cruz, de par son expérience en Amérique latine, les représentants résidents sont habituellement à la hauteur de leur tâche.

23. Le consensus est supérieur à l'Etude sur la capacité en ce sens qu'il protège le droit des pays d'établir leurs propres projets et programmes et d'en contrôler la mise en oeuvre. Il fait très justement la distinction entre la programmation par pays et les plans de développement nationaux, qui sont exclusivement du ressort des gouvernements intéressés.

24. Enfin, M. Santa Cruz pense que la recommandation contenue au paragraphe 67 du consensus, qui tend à ce que soit entreprise immédiatement une étude des problèmes des structures régionales et sous-régionales du système des Nations Unies qui sont liés à l'amélioration de la capacité du système des Nations Unies pour le développement, devrait être mise en application. Certains ralentissements fâcheux qui se sont produits dans le passé étaient dus à la structure surannée de certaines des institutions spécialisées. Il est essentiel que la revision des structures soit complète.

25. En conclusion, M. Santa Cruz suggère que le Conseil adopte les recommandations du Conseil d'administration.

26. M. NAITO (Japon) souligne l'intérêt de l'oeuvre accomplie par tous ceux qui s'occupent du PNUD et exprime l'espoir que celui-ci rencontrera des succès encore plus grands au cours de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le soutien du Japon lui est tout entier acquis.

27. La délégation japonaise se félicite de l'augmentation du nombre de projets approuvés au titre du Fonds spécial. Elle se réjouit également que l'on prévoie de dépenser davantage pour les activités de formation, car les ressources humaines ont une importance fondamentale pour le développement. La délégation japonaise relève avec satisfaction l'expansion des activités de coopération technique de l'Organisation des Nations Unies, et approuve la répartition, en pourcentage, des activités entre les programmes nationaux et régionaux ou interrégionaux (voir E/4884, par. 114). Elle se félicite également du développement de programmes multinationaux interdisciplinaires en Afrique et de l'assistance fournie aux gouvernements en Asie, assistance fondée sur une vision à long terme des problèmes et une planification d'ensemble. Les programmes de mise en valeur des ressources naturelles ont une grande importance pour les pays en voie de développement, mais il est important que l'on étudie aussi les aspects sociologiques de tels programmes.

28. La délégation japonaise est heureuse de constater que, à sa dixième session, le Conseil d'administration a réussi dans un laps de temps très court à la fois à examiner l'Etude sur la capacité et à adopter le consensus contenu dans l'annexe au projet de résolution qu'il est recommandé au Conseil économique et social d'adopter. La délégation japonaise approuve le consensus dans son ensemble, mais certains points lui causent des préoccupations. Si la responsabilité de la programmation par pays doit incomber exclusivement au pays intéressé (paragraphe 5 du consensus), il importe aussi d'établir assez tôt une coopération étroite et efficace. Le PNUD ne doit pas perdre de vue qu'il lui appartient de définir des priorités dans le cadre des objectifs globaux. La délégation japonaise approuve le principe qui veut que le Conseil d'administration ait seul le pouvoir d'approuver les projets, mais elle est d'autre part favorable à ce que l'on délègue une partie de cette autorité au Directeur, afin que des décisions rapides puissent être prises (paragraphe 20 du consensus). La décision du Conseil d'administration d'établir des bureaux régionaux au Siège même, comme il est expliqué au paragraphe 57 du consensus, constitue une étape positive. Les recommandations contenues dans l'ensemble de ce paragraphe devraient être mises pleinement en application, ainsi que la recommandation du paragraphe 65 selon laquelle le Bureau consultatif interorganisations devrait continuer à servir de centre pour les consultations et la coordination interorganisations.

29. M. NYNEQUE (Kenya) dit que la délégation du Kenya attache une importance particulière au rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa dixième session : ce sera en effet le dernier rapport du Conseil d'administration avant le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement; de plus, le Conseil d'administration tente d'y définir sa position vis-à-vis de l'Etude sur la capacité.

30. Le PNUD a été créé dans l'intérêt des pays en voie de développement et, comme il est dit au paragraphe 83 du rapport précité, ses ressources devraient donc être exclusivement réservées aux programmes de développement écono-

mique, et non détournées à d'autres fins. Le Gouvernement du Kenya a eu avec le PNUD des malentendus qui auraient pu être aisément évités si les fonctionnaires du PNUD s'étaient montrés plus attentifs aux problèmes des pays en voie de développement et s'ils s'étaient davantage préoccupés de l'opinion des populations de ces pays. La délégation kényenne approuve donc les paragraphes 7, 8 et 11 du consensus. Le représentant du Kenya déplore l'attitude condescendante adoptée par un fonctionnaire du PNUD vis-à-vis de fonctionnaires du Gouvernement kényen qui avaient jugé nécessaire de lui rendre visite en raison de l'incompétence et de l'apathie de certains experts du PNUD. Il serait souhaitable que les fonctionnaires du PNUD apprécient les contributions très substantielles apportées par les pays en voie de développement au coût de leur développement. Les efforts tentés par le Conseil d'administration dans le consensus en vue d'alléger la structure et de rationaliser les opérations du PNUD sont particulièrement bienvenus, compte tenu de l'insuffisance de certains des programmes actuels. D'une manière générale, le consensus est satisfaisant; il en va toutefois différemment du paragraphe 20, où il est dit de manière explicite que le Conseil d'administration délègue pour trois ans au Directeur le pouvoir d'approuver les projets compris dans les programmes par pays.

31. En juin 1969, le Gouvernement kényen a présenté une demande d'assistance au PNUD, préparée avec le concours d'experts, en vue de mener une étude sur les ressources géothermiques de la Rift Valley; le PNUD a rejeté cette demande, sans motif valable, semble-t-il, et il en est résulté une tension dans les relations entre le PNUD et le Gouvernement du Kenya. Le représentant du Kenya estime que seul le Conseil d'administration devrait être habilité à approuver les projets présentés par les gouvernements, et il propose de remplacer, au paragraphe 20, le mot "délègue" par l'expression "peut déléguer". Il aimerait aussi proposer un amendement au paragraphe 11 afin qu'un exemplaire de la demande de projet soumise au PNUD par un gouvernement soit toujours remis à l'agent d'exécution éventuel aux fins d'évaluation. Les résultats de cette évaluation seraient communiqués au gouvernement intéressé et au Directeur, puis transmis au Conseil d'administration pour examen en même temps que la demande. Un tel système éviterait au Directeur d'être accusé d'adopter une attitude préconçue s'il omettait de recommander pour approbation un projet particulier, permettrait au gouvernement demandeur de savoir où en est sa demande, et ferait connaître à l'agent d'exécution éventuel l'existence de la demande de projet dès le début.

32. Le représentant du Kenya regrette de ne pas trouver mention des commissions économiques régionales dans la section III du consensus, qui traite de l'établissement des programmes multinationaux. Les commissions devraient être associées à l'exécution des projets du PNUD, d'abord parce qu'elles peuvent fournir au PNUD des conseils précieux, fondés sur des études qui portent sur de nombreuses années, ensuite parce que les commissions économiques régionales constituent le meilleur moyen de mettre à exécution le programme de décentralisation que le PNUD s'est engagé à réaliser. M. Nyyneque proposera ulté-

rieurement de modifier en conséquence cette partie du consensus.

33. M. PANGGABEAN (Indonésie) dit que le PNUD est arrivé à un carrefour important de son histoire. Il a grandi et énormément évolué depuis son institution, et il est indispensable de revoir son champ d'action, ses buts et son mécanisme. L'Etude sur la capacité, dans laquelle on s'est beaucoup préoccupé de la réforme du PNUD, est sortie à point nommé, sa parution coïncidant avec le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement.

34. L'adoption du projet de résolution que le Conseil d'administration du PNUD recommande au Conseil économique et social d'adopter, ainsi que du consensus figurant à l'annexe de ce projet de résolution, a représenté un effort particulièrement remarquable de la part du Conseil d'administration. Le consensus marque un changement radical par rapport à des pratiques périmées; la délégation indonésienne est particulièrement heureuse de noter l'accent mis dans ce consensus sur la décentralisation et sur une programmation nationale tenant compte des plans de développement nationaux. Les chiffres de planification indicative que doit fournir le PNUD seront très utiles aux gouvernements. Le représentant de l'Indonésie est satisfait des modifications proposées concernant le rôle du représentant résident et demande instamment que la programmation multinationale s'effectue dans toute la mesure du possible en collaboration avec les commissions économiques régionales.

35. En ce qui concerne le personnel affecté aux projets, le représentant de l'Indonésie constate avec satisfaction qu'il est fait mention, au paragraphe 45 du consensus, de l'opportunité d'augmenter les effectifs recrutés dans les pays en voie de développement. Il existe un chômage croissant parmi les universitaires et les intellectuels des pays en voie de développement, et il est certain qu'avec un minimum de mise au courant ou de recyclage ces personnes pourraient être utilement employées par le PNUD dans leur pays même. Leur connaissance du pays, de ses langues et de sa population serait un avantage, et les salaires et indemnités qu'ils recevraient seraient très inférieurs à ceux qui sont couramment versés aux experts originaires des pays développés. Cette idée pourrait être d'un très grand intérêt pour les pays en voie de développement, et le représentant de l'Indonésie tient à la signaler à l'attention du Directeur. La délégation indonésienne n'a aucune objection à formuler à l'encontre du document E/4884 dans son ensemble et pourrait donc appuyer le projet de résolution dont le Conseil d'administration recommande l'adoption au Conseil.

36. M. MOHSIN (Pakistan) fait observer que l'Etude sur la capacité, qui a tant contribué à favoriser une nouvelle orientation et un renforcement du PNUD, a été à l'origine de nombre des décisions importantes incorporées dans le consensus. La session actuelle du Conseil, qui coïncide avec le vingt-cinquième anniversaire des Nations Unies et le début de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement, offre une bonne occasion à la fois de

dresser un bilan du passé et d'organiser l'avenir. La coopération technique a remporté un certain succès au cours de ces dernières années, mais il est temps que le système des Nations Unies s'efforce de répondre plus complètement aux besoins des pays en voie de développement. Dans le nouveau système, décrit dans ses grandes lignes dans le consensus, le centre de gravité serait déplacé du siège du PNUD à l'échelon national. Cette modification est heureuse, car une méthode d'approche multidisciplinaire et donnant la prépondérance aux pays est celle qui se prête le mieux à la programmation par pays; peut-être permettrait-elle aussi aux pays en voie de développement de contrôler plus étroitement l'établissement des chiffres de planification indicative et le choix des organisations chargées de l'exécution. Le représentant du Pakistan espère que la décentralisation du PNUD et le renforcement du rôle des représentants résidents auront pour résultat d'accélérer l'examen, l'approbation et l'exécution des projets et que les décisions mentionnées dans le consensus seront appliquées aussitôt que possible, avec la coopération pleine et entière de tous les intéressés. Un calendrier des travaux est la seule chose dont on ait besoin présentement.

37. M. CARANICAS (Grèce) dit que la publication des deux documents très importants que constituent le rapport de la commission Pearson² et l'Etude sur la capacité a marqué le point culminant des préparatifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Il ressort du rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa dixième session que l'on a fait une critique très franche de l'Etude sur la capacité et du PNUD lui-même. Les membres du Conseil d'administration n'ont manifestement pas hésité à mettre en question la capacité d'absorption du système des Nations Unies, la justesse de ses jugements et la relation coût-profit dans l'utilisation de ses ressources. Tout le projet de stratégie internationale du développement proposée pour la deuxième Décennie du développement, exposé au paragraphe 16 du rapport du Comité préparatoire sur les travaux de sa sixième session³, a été influencé par les propositions relatives à l'adoption, par le PNUD, de mesures qui lui permettraient d'utiliser plus efficacement les ressources supplémentaires escomptées pour le financement de l'assistance au développement. Il semble ressortir de l'exposé du Directeur adjoint du PNUD (1712e séance) que l'application des nouvelles politiques et des nouveaux principes qui régiront l'emploi et la gestion des ressources du PNUD et l'établissement des programmes d'assistance entraînera de nouvelles responsabilités pour de nombreux membres du personnel du PNUD, notamment au niveau local.

38. Le représentant de la Grèce souhaite formuler un certain nombre d'observations au sujet du rapport du Conseil d'administration du PNUD sur sa dixième session. Tout d'abord, le PNUD a souvent tendance à ne pas tenir

compte de la diversité du tiers monde; au paragraphe 31, par exemple, on fait observer qu'il existe, dans les pays en voie de développement relativement avancés, de grandes zones de retard. Le paragraphe 33 se réfère à l'importance encore insuffisante de la participation de l'ONUDI au programme du PNUD. La délégation grecque a déjà signalé ce fait dans le passé et elle demande expressément au Directeur adjoint d'essayer d'instaurer une coopération plus étroite entre le PNUD et l'ONUDI. En deuxième lieu, la délégation grecque appuie la recommandation figurant au paragraphe 147 du volume I de l'Etude sur la capacité, selon laquelle le siège du PNUD devrait être transféré à Genève, mais ne pense pas que le fait d'envisager une contribution du PNUD, pour un montant de 10 millions de dollars, au financement des frais de construction des nouveaux locaux dont on propose l'édification à New York préjugera la question; comme il est dit au paragraphe 84 du rapport précité, les études sur les lieux qui conviendraient le mieux pour installer les divers services du secrétariat, y compris ceux du PNUD, seront examinées ultérieurement. En troisième lieu, M. Caranicas demande pourquoi le projet de résolution figurant au paragraphe 94 fait état d'un rapport du Conseil économique et social. Le Conseil n'a pas encore établi ce rapport. En quatrième lieu, le représentant de la Grèce, se référant au paragraphe 9 du consensus, demande au Directeur adjoint du PNUD de citer un exemple de coordination des sources d'assistance à tous les échelons. Il ne voit pas, en particulier, quel rôle pourrait jouer la BIRD dans cette coordination. Enfin, le paragraphe 63 du consensus parle du caractère prépondérant du rôle du représentant résident, qui remplirait les fonctions de chef d'équipe. M. Caranicas ne perçoit pas clairement comment le représentant résident pourrait exercer une influence sur les experts et autres représentants en poste dans le pays ou coordonner leurs travaux; de plus, la valeur des experts est variable, et il s'ensuit que toutes les équipes ne seront pas d'égale qualité. Il se demande en particulier quelle forme de coordination sera établie entre les représentants résidents et les nouvelles équipes multinationales interdisciplinaires dont la création est proposée.

39. M. ALZAMORA TRAVERSO (Pérou) indique que la délégation péruvienne appuie les mesures, exposées dans le consensus, visant à donner plus de dynamisme aux activités du PNUD. Il tient à exprimer la reconnaissance de son gouvernement pour la promptitude avec laquelle le Directeur a agi à la suite du désastre survenu au Pérou; il a identifié rapidement les projets peu coûteux de diverses sortes susceptibles d'avoir des effets immédiats, tandis que des projets de plus grande envergure seraient mis au point. La délégation péruvienne espère que le Conseil sera sous peu saisi du projet de résolution relatif à la création d'un fonds d'urgence pour les catastrophes, qui a été récemment adopté par le Comité de coordination.

40. M. NARASIMHAN (Directeur adjoint du Programme des Nations Unies pour le développement) déclare que le Directeur et lui-même ont été très heureux que le Conseil d'administration consente à assumer lui-même la conduite du programme. Le succès du programme est évidemment subordonné à son exécution, et c'est un défi que la

² *Vers une action commune pour le développement du tiers monde. Rapport de la Commission d'étude du développement international*, Paris, Denoël, 1969.

³ A/7982, communiqué au Conseil par note du Secrétaire général (E/4876).

Direction accepte volontiers de relever. Il existe aussi un lien direct entre le succès de l'exécution et l'accroissement des ressources, car plus le PNUD utilise ses ressources d'une manière efficace, plus les donateurs sont disposés à augmenter leurs contributions.

41. Le Directeur adjoint a écouté attentivement les questions soulevées par le représentant du Kenya et s'engage à les étudier. Il espère néanmoins que les nouvelles procédures proposées, qui ont pour principal objet de laisser à chaque pays le soin de décider de l'utilisation de ses ressources, empêcheront le retour de situations semblables à celles qu'il a décrites.

42. En ce qui concerne la question des locaux du PNUD, le Directeur adjoint signale que le siège du PNUD se trouve actuellement dans des locaux dont la location coûte annuellement quelque 600 000 dollars. Il est prévu d'installer finalement le siège du PNUD dans le nouvel immeuble dont l'édification est envisagée et de faire donc participer le

PNUD aux frais de construction. Le Directeur adjoint assure les membres du Conseil que le Secrétaire général n'a pas l'intention de préjuger la question de l'emplacement éventuel des bureaux du Directeur; c'est au Conseil d'administration d'en décider. De plus, si le PNUD contribue aux frais de construction du nouvel immeuble et transfère ensuite son siège ailleurs, on trouvera des moyens de le rembourser.

43. Le représentant de la Grèce a fait allusion à la coordination des ressources, notamment en ce qui concerne la BIRD. Le paragraphe qu'il a cité vise toutefois essentiellement les ressources régionales des institutions spécialisées, qui sont en très grande partie connues du PNUD et dont il peut être facilement tenu compte dans la programmation nationale.

La séance est levée à 18 h 25.